

La Belgique désire l'amélioration de sa coopération avec le Burundi

@rib News, 29/03/2017 – Source XinhuaL'Ambassadeur de Belgique au Burundi, Bernard Quintin, a annoncé mardi que son pays est prêt à améliorer la coopération avec le Burundi en ce moment où il dit que les choses vont en s'améliorant. L'ambassadeur Quintin l'a dit au sortir d'une audience que le Président de l'Assemblée Nationale Pascal Nyabenda venait d'accorder à l'Envoyé spécial de Belgique dans la Région des Grands Lacs Renier Nijsken. [Photo (de g à d) : Bernard Quintin, Renier Nijsken et Pascal Nyabenda, mardi 28 mars 2017 à Bujumbura]

"Nous sommes venus échanger sur quelques éléments sur les relations entre la Belgique et le Burundi, sur l'amélioration de ces relations, sur le rôle que le parlement burundais, mais aussi sur le rôle que les relations interparlementaires peuvent jouer dans ce cadre (...). Et mon intention en tant qu'ambassadeur de Belgique au Burundi, c'est de contribuer à cette amélioration", a déclaré Bernard Quintin. Il a indiqué qu'il a constaté qu'il y a la volonté de part et d'autre et qu'on peut pour cela faire de petits pas mutuels pour arriver à la construction solide de ce v&oeilig;u de voir les relations entre son pays et le Burundi s'améliorer. "Quand on veut faire en sorte d'améliorer ces relations et qu'il y a une volonté de part et d'autre, ce qui est le cas et c'est ce que nous avons constaté aujourd'hui, on peut mettre en place ces conditions, on peut faire les petits pas mutuels. Moi je ne crois pas aux grandes révolutions, je crois aux constructions solides. Ce qui demande du temps. Il faut des petits pas pour construire ce débat solide", a ajouté l'ambassadeur de Belgique au Burundi. Il a reconnu qu'il y a eu une période de turbulences au niveau des relations entre le Burundi, son pays, les institutions de l'Union Européenne et cette dernière dans le cadre de l'article 96 de l'Accord de Cotonou, ce qui a amené ces derniers à suspendre l'appui direct au gouvernement tout en réitérant que l'aide dont bénéficie la population n'a pas été suspendue. "Par exemple, malgré l'article 96 de l'Accord de Cotonou que nous avons dû mettre en &oeilig;uvre, non pas par plaisir, mais parce que nous avons constaté au niveau européen que c'était une nécessité dans le cadre du dialogue entre le Burundi, les institutions européennes et les Etats membres, plus de 80% de la coopération est encore en cours pour des progrès qui bénéficient directement à la population (...). Nous n'avons pas d'autre volonté que de reprendre la coopération à part entière, mais cela se fait petit à petit au fur et à mesure que les conditions seront remplies", a conclu M. Quintin. Le pouvoir de Bujumbura a à maintes reprises accusé la Belgique, ancienne puissance coloniale, d'être partie prenante dans la déstabilisation du pays depuis le début de la crise politico-sécuritaire de 2015 que ce dernier traverse, crise née de la volonté du parti au pouvoir de porter le président Pierre Nkurunziza, élu en 2005 et en 2010, à la candidature à sa propre succession pour un troisième mandat.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});